

Ruée sur l'Afrique

Etats-Unis, Chine, Europe

●●● **François P. Kaboré sj**, Abidjan (Côte-d'Ivoire)

Directeur adjoint du Centre de recherche
et d'action pour la paix

En janvier 2012, les chefs d'Etat et de gouvernements africains ont inauguré à Addis-Abeba le nouveau siège de l'Union africaine (UA). Cette tour de vingt étages, la plus haute de la capitale éthiopienne, s'appelle *China's gift to Africa* et a coûté 200 millions de dollars. Le 29 octobre 2013, au nom de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, deux sénateurs français ont déposé un rapport au titre évocateur : *L'Afrique est notre avenir*. Et en août 2014, le président Barack Obama a tenu (pour la première fois de l'histoire), un sommet USA-Afrique à Washington. La liste des sommets s'allonge encore : Inde-Afrique, Afrique-Amérique du Sud...

De cette petite énumération surgit cette question : qui sont les principaux investisseurs étrangers en Afrique, en particulier dans les quinze pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui couvrent une superficie de plus de 9 millions de km² - plus du double de

celle de l'Union européenne (UE) - et constituent un marché de 340 millions d'habitants - un peu plus que celui des Etats-Unis ? Une région qui ne manque pas d'intéresser les trois grandes puissances économiques que sont les Etats-Unis, la Chine et l'UE.¹

Matières premières

La sécurisation des sources d'approvisionnement en matières premières est la première raison de l'investissement étranger en Afrique. Selon le rapport 2010 de McKinze, 60 % des terres arables non cultivées du monde s'y trouvent, sans compter la richesse de son sous-sol. Le potentiel pétrolier de l'Afrique en général et du golfe de Guinée en particulier est immense et intéresse tout autant les Etats-Unis que la Chine, les deux plus grands consommateurs de pétrole au monde. En 2006 déjà les Américains importaient 22 % de leur pétrole d'Afrique et en 2013 le pétrole constituait les trois-quarts de leurs importations, qui comprenaient aussi le platine, le diamant, le cacao et l'uranium.

La Heritage Foundation, un *think tank* américain, classe trois pays de la CEDEAO dans le top dix des pays africains où la Chine investit : le Nigéria et

L'Afrique ne laisse pas indifférentes les grandes puissances économiques internationales. Loin s'en faut. En particulier dans trois domaines : la course aux matières premières, les débouchés économiques et les intérêts stratégiques militaires. Serait-ce le signe d'une renaissance du continent ?

1 • D'autres puissances, sans passé colonial avec le continent, investissent en Afrique à un moindre degré, se lançant par exemple dans l'exploitation minière (Australie, Roumanie), le pétrole (Japon), le gaz (Russie), l'agriculture (Suisse, Brésil), les télécommunications (Inde), la finance (Qatar)...

le Niger pour leur pétrole, et la Sierra Leone pour les transports et les minerais. La Guinée et la Côte-d'Ivoire sont aussi des destinations très importantes des investissements chinois à cause de la bauxite, du fer et de l'or.

Du côté de l'UE, enfin, le rapport *L'Afrique est notre avenir* conclut à l'importance stratégique du continent pour l'Europe, notamment pour la France. L'intérêt pour les matières premières africaines avait déjà fait l'objet d'un accord dit de Défense, signé le 24 avril 1961 à Paris, par Michel Debré (France) et les présidents de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey (Bénin actuel) et du Niger. Ces pays s'accordaient sur le fait que, « pour les besoins de la défense, [ils] réservent en priorité leur vente à la République française, après satisfaction des besoins de leur consommation intérieure, et s'approvisionnent en priorité auprès d'elle » (art.5, al. 2). La France prolonge aujourd'hui sa présence dans la recherche des matières stratégiques telles que l'uranium (Niger), les hydrocarbures (Niger, Côte-d'Ivoire, Ghana, etc.) et dans l'exploitation forestière (Côte-d'Ivoire, Guinée Conakry). Mais l'Afrique n'est pas simplement un grand réservoir de matières premières.

C'est aussi un territoire qui concentre, à seulement 15 km de l'Europe, la plus grande force de travail et de consommation de l'humanité à l'horizon 2030.

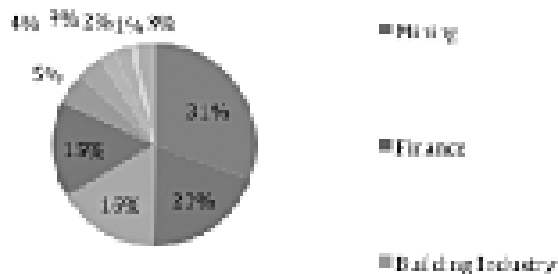
Un marché à haut potentiel

Dans son allocution d'ouverture du 22^e sommet de l'Union africaine (UA) en janvier 2014, la présidente de la Commission de l'UA Nkosazana Dlamini-Zuma a partagé son rêve d'une Afrique forte et unie d'ici 50 ans. Selon la Banque africaine de développement, 100 millions d'Africains étaient âgés de 15 à 24 ans en 2010. En 2030, ils seront 450 millions. Le continent compte déjà un peu plus de 1,2 milliard d'habitants, dont le quart a moins de 25 ans, ce qui constitue une force de consommation substantielle.

Les produits manufacturés constituent ainsi la troisième grande partie des exportations chinoises vers l'Afrique. Le livre blanc de la China-Africa Economic and Trade Cooperation estime que jusqu'en 2011, les investissements chinois en Afrique se répartissaient comme suit : 31 % dans les mines, 19,5 % dans la finance, 15,3 % dans la manufacture.

Le domaine de l'électronique est aussi un des lieux où l'offre chinoise défie toute concurrence. Selon l'Union internationale des télécommunications, l'Afrique a connu en 2014 la plus forte croissance mondiale (20 %) du nombre de souscriptions à des réseaux téléphoniques. En septembre 2014, on estimait à plus de 100 millions les Africains connectés à Facebook chaque mois, dont 80 % à partir de leurs téléphones mobiles. Les capitaux des compagnies prestataires de services téléphoniques dans la CEDEAO proviennent essen-

Distribution of China's Direct Investment in Africa
(by the end of 2013)



tiellement d'Afrique du Sud (MTN), d'Inde (Airtel/Baritel), du Maroc (Telmob), de France (Orange) et du Burkina Faso (Telecel). Cependant, les appareils électroniques sont en grande majorité chinois, même si Samsung et Apple pénètrent assez bien le marché ouest-africain.

Quant aux Etats-Unis, le total de ses engagements et de ceux de ses partenaires pour l'Afrique lors du sommet USA-Afrique (que nous qualifierons de *Business and Development Summit*) s'est chiffré à 33 milliards de dollars. Le président américain Obama a annoncé quatre mesures concrètes pour renforcer les relations économiques de la Maison Blanche avec le continent noir. La première est le renouvellement de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA),² signé en 2000 sous Clinton et qui devait expirer en 2015. La deuxième est la création du « Conseil présidentiel pour les business leaders », qui vise à améliorer la compétitivité des firmes américaines. La troisième concerne les infrastructures, notamment les énergies renouvelables, à travers *Power Africa*, et la quatrième mesure consiste à soutenir le commerce intra-africain.

Quant à l'UE, après dix ans d'intenses débats, elle a signé en juillet passé les Accords de partenariat économique (APE),³ qui créent de fait une zone de libre-échange entre elle et la CEDEAO, permettant aux trois quarts des exportations de l'Union d'entrer dans la

CEDEAO sans droits de douane. En revanche, l'UE importerait de la CEDEAO la totalité des produits qui sont déjà en franchise de droits de douane.

Questions sécuritaires

Au-delà des matières premières et du marché que constitue l'importante population ouest-africaine, des raisons sécuritaires justifient encore la présence des trois grands blocs économiques dans la CEDEAO. L'Afrique se trouve à la croisée d'intérêts stratégiques politiques et militaires.

Après le 11 septembre 2001, la lutte contre le terrorisme et l'islamisme est devenue une thématique récurrente et omniprésente sur l'échiquier international. La CEDEAO, à travers ses frontières sénégalaises, maliennes et nigériennes, est limitrophe avec le Sahara, qui est presque un *no man's land* sur le plan sécuritaire. Le Nigéria, qui n'a pas de frontières avec le désert saharien, est en proie à des sectes islamiques, notamment Boko Haram dans le nord. Depuis 2012, le Mali subit les secousses de l'après Kadhafi, avec les agressions djihadistes et islamiques qui menacent l'intégrité territoriale du pays.

Forte de son intervention saluée contre les séparatistes maliens en 2012, la France entend coopérer avec les pays africains et surtout ceux de la zone sahélo-saharienne sur les questions de sécurité. En décembre 2013, elle a organisé le sommet de l'Elysée sur la paix et la sécurité en Afrique.

La République populaire de Chine (RPC), pour sa part, joue principalement la carte économique, même si la non-reconnaissance de Taïwan est une condition nécessaire à toute relation

2 • Première offensive américaine d'envergure sur le marché africain. En 2012, les trois-quarts des 15 pays de la CEDEAO étaient éligibles à l'AGOA ; un an après, 39 pays africains y participaient.

3 • Les accords avec l'Afrique australe ont été paraphés le 22 juillet. Seule l'Afrique de l'Est ne les a pas signés.

diplomatique officielle avec elle. Dans le livre blanc 2013 du Conseil d'Etat, la RPC décline ainsi sa conception des nouveaux liens avec l'Afrique : « Dans un esprit de respect mutuel de coopération gagnant-gagnant, la Chine continuera de prendre des mesures concrètes pour construire une communauté sino-africaine de destin partagé et de coopération intense et multiforme. »

Les Etats-Unis, enfin, ne sont pas en reste. Jusqu'en 2007, leurs activités militaires en Afrique étaient coordonnées depuis le centre européen de l'armée américaine à Stuttgart. Depuis, le Commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM), créé pour ce faire, a pris la relève. L'Union africaine pourtant s'est officiellement prononcée contre la présence d'armées étrangères en Afrique. Le fait qu'AFRICOM peine à se trouver un siège influencerait-il ce changement ? Ou que le président Obama a envoyé en Afrique de l'Ouest, pour faire face à la crise d'Ebola, 3000 militaires américains, coordonnés depuis le Libéria par le major-général Darryl Williams, chef d'AFRICOM ?

Last but not least, avec 54 pays indépendants, soit près du tiers des votes de l'ONU, le soutien de l'Union africaine se révèle d'une importance capitale sur le plan international. C'est ainsi que la Chine a réussi en l'espace d'une dizaine d'années à réduire sensiblement le nombre de pays africains qui entretiennent des relations diplomatiques avec Taïwan. Un seul pays de la CEDEAO, le Burkina Faso, continue à le faire, alors qu'ils étaient encore trois en 2010.

Mieux-être ?

L'Afrique subsaharienne est donc bien un espace très convoité, tant d'un point

de vue économique que géopolitique. Ces investissements étrangers dopent bien sûr son économie. Le Ghana a ainsi connu en 2011 une croissance économique de 14 % et la Côte-d'Ivoire de 8,9 %, selon la Banque mondiale. Mais cette évolution se transforme-t-elle en mieux-être pour les Africains ? Tel est sans doute l'un des grands défis de cette nouvelle « ruée sur l'Afrique ». ⁴ Et peut-on réellement parler de *renaissance* pour l'Afrique ?

Les troubles sociopolitiques actuels qui divisent le continent et même la crise d'Ebola ne doivent pas occulter le fait que l'immense majorité des Africains vivent désormais dans une paix relative, dans des démocraties certes perfectibles, mais somme toute apaisées. Ni faire oublier qu'en ce qui concerne la CEDEAO, 340 millions de citoyens arrivent tant bien que mal à vivre dans un seul et même espace politique. En rêvant d'une monnaie unique à l'horizon 2020.

Fr. K.

4 • Historiquement, la « ruée sur l'Afrique » ou *scramble for Africa* fait référence à la concurrence entre puissances coloniales à la fin du XIX^e siècle.